DIAL

L'actualité en bref - décembre 2003

Nicolas Pinet

jeudi 1er janvier 2004, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

En juin 2004, lors de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) qui se tiendra à Quito, devra être élu le nouveau Secrétaire général de l'institution, en remplacement le colombien César Gaviria, qui occupe actuellement le poste. Trois candidats s'opposent déjà : le costaricain Miguel Angel Rodríguez, qui déclare bénéficier du soutien de la majorité des pays, le ministre de l'Intérieur chilien, Miguel Insulza, dont la candidature est soutenue par le Brésil et l'Argentine, et l'actuel président de El Salvador, Francisco Flores, proche du gouvernement Bush et soutenu par les États-Unis, membre de poids de l'OEA.

AMÉRIQUE CENTRALE

Le Guatemala, El Salvador, le Honduras et le Nicaragua ont conclu, mercredi 17 décembre, des accords de libre-échange avec les États-Unis. Le Costa Rica a refusé l'ouverture du marché des télécommunications et des assurances – qui sont actuellement monopoles d'État –, que réclamait, lors des dernières négociations, le groupe mené par Robert Zoellick, le représentant des États-Unis. Le ministre du commerce extérieur costaricain, Alberto Trejo, a finalement choisi de ne pas signer l'accord. Les discussions reprendront en janvier 2004.

AMÉRIQUE DU SUD

Réunis à Montevideo, la capitale uruguayenne, les chanceliers (ministres des affaires étrangères) du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) et de la Communauté andine (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela) ont signé, mardi 16 décembre, un accord d'ouverture économique qui prévoit la formation d'une zone de libre-échange entre les deux blocs de pays d'ici à 10 ans. L'accord devrait donner plus de poids à la région dans les négociations avec les États-Unis et l'Union européenne. Deux rondes de négociations viendront prolonger et compléter l'accord. La première aura lieu fin janvier au siège du Secrétariat général de la Communauté andine, à Lima, la seconde à Buenos Aires, durant la dernière semaine de février.

ARGENTINE

Mercredi 10 décembre, l'Argentine fêtait ses vingt ans de démocratie ininterrompue, depuis que Raúl Alfonsín (1983-1989) reçut l'écharpe présidentielle des mains de Reynaldo Bignone, dernier dictateur du régime militaire (1976-1983). Deux ans après la démission du président Fernando de la Rua (1999-2001), l'économie du pays est en nette reprise et l'optimisme est de mise, même si subsistent de graves problèmes : fort taux de chômage, pourcentage important de la population confrontée à la pauvreté et hausse massive de l'insécurité. Le président Néstor Kirchner bénéficie d'un fort soutien de la population : selon l'institut de sondages Equis, il jouit d'une image positive chez 88% des Argentins. Il semble donc avoir réussi, par sa politique, à consolider une légitimité que la défection de Carlos Menem au second tour des élections présidentielles – il était donné largement perdant –, lui avait dérobée.

BRÉSIL

Le Congrès brésilien a approuvé mardi 9 décembre une loi interdisant le port d'armes aux personnes sans autorisation spéciale. Le nouveau Statut de désarmement prévoit aussi d'interdire la vente d'armes si la population ratifie la mesure lors du référendum qui sera organisé en octobre 2005. Selon un sondage réalisé en octobre par l'institut Sensus, 74,1% de la population est favorable à l'interdiction de la vente. Plus de 40 000 Brésiliens meurent chaque année des suites de coups de feu. Le vote du Congrès fait écho aux mobilisations qui avaient réuni des dizaines de milliers de personnes dans plusieurs villes du pays. Le directoire national du Parti des travailleurs (PT), réuni à Brasilia à la midécembre, a décidé – par 55 voix contre 27 – d'expulser du parti les quatre parlementaires qui se sont opposés à la politique économique adoptée par le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva et aux réformes qui, selon eux, « trahissent les principes du PT ». Ils avaient notamment voté contre la réforme du système de retraite.

La politique économique orthodoxe du gouvernement, faite d'ajustement fiscal et monétaire, a réussi à réduire l'inflation et à stabiliser les taux de change. La balance commerciale présente un solde positif de 24 milliards de dollars et les exportations ont augmenté de 20%. De ce fait, la balance des paiements (qui mesure le commerce des biens et des services mais aussi le flux des investissements) enregistre, fait inhabituel, un excédent de près de 3 milliards de dollars. Mais le succès macro-économique a eu pour contrepartie une récession, avec un fort taux de chômage (entre 12 et 13%) et une baisse de 13% des revenus des travailleurs. Malgré tout, le président Lula conserve sa popularité : le dernier sondage du journal Folha de Sao Paulo, réalisée du 8 au 15 décembre, lui confère 42% d'évaluations « excellente » et « bonne », et 41% de « correcte », résultats similaires au sondage de mars. 15% considèrent « mauvais » ou « catastrophique » son gouvernement, contre 10% en mars.

CHILI

La ministre de relations extérieures, Soledad Alvear, du Parti démocrate chrétien, et la ministre de la défense, Michelle Bachelet, du Parti socialiste, apparaissent actuellement comme les candidats potentiels les plus populaires pour les élections présidentielles de décembre 2005. Dans quelques enquêtes, la popularité de la ministre de la défense dépasse même celle du président actuel, Ricardo Lagos, ou celle du maire de Santiago, Joaquín Lavín, leader de l'Alliance pour le Chili, l'opposition de droite. Les élections municipales d'octobre 2004 permettront à la Concertation pour la démocratie, actuellement au pouvoir, et à l'Alliance pour le Chili, de mesurer leurs forces.

COLOMBIE

Selon la CODHES (Organisme colombien de conseil pour les droits humains et le déplacement forcé), près de 15 000 personnes ont fui la Colombie, entre janvier et septembre 2003, à cause de la violence des guérilleros, des paramilitaires et des narcotrafiquants, se réfugiant dans les pays voisins. En Équateur, quelque 8 000 colombiens ont demandé asile cette année, et le nombre de réfugiés a été multiplié par 36 depuis 2000.

Le nouveau maire de Bogota, Luis Eduardo Garzón, a inauguré son mandat avec le lancement du programme « Bogota sans faim », qui prévoit l'installation de cantines populaires permanentes pour lutter contre la dénutrition. Les enfants, les femmes enceintes ou avec des enfants à allaiter, les déplacés de guerre, les personnes âgées et les sans domicile fixe sont les secteurs prioritaires d'une série de mesures d'assistance.

La nouvelle loi antiterroriste, approuvée par le Sénat mercredi 10 décembre, par 67 votes contre 28, préoccupe les divers organismes de droits humains. Elle autorise l'armée à procéder à des arrestations pour un maximum de 36 heures, à procéder à des perquisitions et à intercepter des communications sans contrôle judiciaire préalable. Un registre comprenant des données privées de tous les habitants du pays sera créé, auquel pourront avoir accès les autorités militaires. L'armée pourra exercer des fonctions de

police judiciaire, avec notamment la pratique d'interrogatoires. Les acquis de la loi 589, votée en 2000, sur la disparition forcée, qui prévoit des mécanismes destinés à favoriser la prévention et l'éradication de cette pratique, sont remis en cause par la nouvelle norme. Le Comité contre la torture de l'ONU a demandé au gouvernement, dans une recommandation du 18 novembre, de reconsidérer son projet d'adopter des mesures qui octroieraient « des facultés de police judiciaire à l'armée, permettant des interrogatoires et des détentions durant des périodes prolongées sans contrôle judiciaire ». Le comité a donné un délai d'un an au gouvernement pour qu'il rende compte du respect de la recommandation.

GUATEMALA

La Coordination nationale d'organisations paysannes (CNOC) a organisé en 2003 plus d'une douzaine de manifestations dans la capitale et en province, pour réclamer une meilleure répartition des terres. 1% de la population possède 86% des meilleures terres cultivables alors que 96% des 11,2 millions d'habitants possèdent un peu moins de 14% des terres et que 500 000 familles paysannes vivent en dessous du seuil de pauvreté par manque de terres cultivables. Selon les chiffres du CNOC, le Fonds de terres (Fontierras) de l'État a remis à des paysans 162 parcelles depuis 1997, ce qui représente moins de 5% des 5 000 demandes enregistrées. Daniel Pascual, le dirigeant du CNOC, accuse le président Alfonso Portillo de tenir un double discours et de ne pas respecter les Accords de paix. Parmi les 11 accords de 1996, qui mirent fin à 36 ans de guerre civile, l'Accord de développement économique et agraire prévoyait la répartition des terres. Il a été enterré par les autorités et la puissante Chambre de l'agro, qui réunit les grands propriétaires.

Dimanche 28 décembre, au second tour des élections présidentielles, a été élu Oscar Berger, le candidat du parti de droite, la Grande alliance nationale (GANA), avec 54,1% des voix, contre 45,8% pour Alvaro Colom, le candidat du parti de centre droit, l'Unité nationale de l'espérance (UNE). Le nouveau président assumera ses fonctions le 14 janvier, prenant la suite d'Alfonso Portillo, du Front républicain guatémaltèque (FRG). Face à un Congrès divisé – avec 47 députés de la GANA, 44 du FRG, 32 de la UNE, 17 du Parti d'avancée nationale, et 6 de l'Alliance nouvelle nation (de gauche), pour un total de 158 –, le président devra gouverner sur la base de vastes accords politiques.

HAÏTI

Depuis l'assassinat d'Amiot Métayer, le port de Gonaïves est le lieu d'affrontements incessants. Les attaques de la police contre Raboteau, le quartier du groupe ont provoqué des dizaines de morts, principalement des passants. À une semaine du bicentenaire de l'indépendance de la première république noire, le 1er et 2 janvier 2004, les prêtres de la localité déploraient l'absence de respect des droits humains dont ils accusaient directement Aristide en lui demandant de faire un « geste patriotique » et de démissionner.

MEXIQUE

En décembre 2000, au moment de sa prise de fonctions, le nouveau président Vicente Fox avait demandé à l'ONU de réaliser une étude sur la situation des droits humains dans le pays, avec l'intention de mettre en place un plan d'ampleur en la matière. Le rapport, élaboré par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits humains, a été présenté au président, lundi 8 décembre. Le diagnostic sur la situation des droits humains au Mexique, de 226 pages et comprenant 32 recommandations réclame des mesures urgentes contre la misère, l'inefficacité de la justice, les disparitions, les tortures, les mauvais traitements, l'éducation insuffisante et la discrimination.

NICARAGUA

Dimanche 7 décembre, la juge pénale Juana Mendez prononçait son verdict contre l'ancien président Arnoldo Alemán (1997-2002) accusé de blanchiment d'argent, de fraude, de fraude électorale et d'incitation au délit. L'ancien président et leader du Parti libéral constitutionaliste, actuellement au

pouvoir, a été condamné à 20 ans de prison et à une amende de 17,4 millions de dollars. Il lui est aussi interdit d'occuper des charges publiques.

PARAGUAY

Mercredi 3 décembre, le Sénat fit connaître sa décision de supprimer 14 des 20 délits dont étaient accusés 3 ministres de la Cour suprême. Vendredi 12, il votait la destitution de deux des accusés, déclarés coupables d'avoir violé la Constitution, d'interférer dans les fonctions du pouvoir législatif et de commettre des actes de corruption (par 44 et 43 voix sur 45). Le troisième magistrat accusé présenta sa démission ce même jour, avant le début de session du Sénat. Fin octobre, 2 des 9 juges avaient déjà présenté leur démission, un troisième l'ayant fait début décembre. Les 3 derniers membres de la Cour suprême ont intégré plus récemment l'institution et n'étaient pas soumis au jugement.

URUGUAY

Dimanche 7 septembre, le référendum organisé autour du projet de loi prévoyant d'ouvrir à des capitaux privés l'entreprise publique monopoliste d'importation et de raffinage d'hydrocarbures ANCAP s'est soldé par une nette victoire du non (62,21% des suffrages valides) sur le oui (35,42%). Le résultat s'explique en partie par le discrédit du gouvernement de Jorge Battle, après la débâcle économique du milieu d'année 2002, mais aussi, par une opposition de fond des Uruguayens aux privatisations. En 1992, un autre référendum avait déjà rejeté, avec plus de 70% des voix, les principaux articles d'un projet de loi sur les entreprises publiques, et notamment ceux qui devaient permettre de privatiser les télécommunications. À la même époque, le président du pays voisin, Carlos Menem (1989-1999) procédait à des privatisations massives.

VENEZUELA

La Coordination démocratique, qui rassemble les partis et les groupes de la société civile opposés à la politique d'Hugo Chávez, a réuni du vendredi au lundi 1er décembre, dans 2 700 centres répartis dans tout le pays les signatures nécessaires au référendum révocatoire du mandat présidentiel et de celui de 35 députés de la majorité. Selon la Coordination, ils auraient réussi à collecter 3 328 000 signatures. Pour que soit validée la procédure du référendum, le Conseil national électoral devra vérifier les signatures réunies. S'il y en a 2 402 423 valides, soit une de plus que 20% des inscrits, un référendum sera organisé en août 2004. Hugo Chávez devrait quitter le gouvernement si le nombre de votants réclamant son départ dépasse celui de ses défenseurs, ainsi que les 3 757 763 votes qui l'avaient élu en 2000. La possibilité d'un référendum révocatoire avait été incorporée à la Constitution élaborée sous l'impulsion de l'actuel président et approuvée en 1999.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.